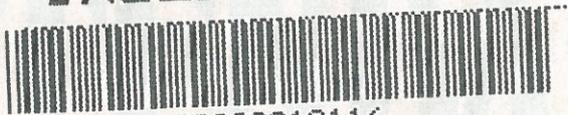


FRA 1110 ST

28 AVR. 1983

126B

INSEE-BIBC



30000313116

ANCES

de la conjoncture

AVRIL 1983

Supplément au N° 8 (cahier bleu)
du 21 Mars 1983

NOTE DE
SYNTHESE

L. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
3 MAI 1983
BIBLIOTHÈQUE



**SITUATION
& PERSPECTIVES
DE L'ECONOMIE
FRANÇAISE**

C 2
(Collection N° 2)



institut national de la statistique et des études économiques

TENDANCES

de la conjoncture

VUE D'ENSEMBLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE / MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Directeur général: M. Edmond MALINVAUD / Direction générale: 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14 / Directions régionales: Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

SOMMAIRE

AVRIL 1983

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 21 Avril 1983)

VUE D'ENSEMBLE	Page 3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	Page 9
1. La nature des enchaînements internationaux	
2. L'environnement immédiat de la France	
II. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE	Page 17
1. La politique budgétaire et le plan de Mars 1983	
1.1. La politique budgétaire adoptée à l'automne 1982	
1.2. Les mesures de Mars 1983	
2. La monnaie et le crédit	
3. Le marché des changes et les taux d'intérêt	
III. COÛTS ET PRIX	Page 29
1. Coûts et prix dans l'industrie manufacturière	
2. Les prix à la consommation	
IV. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES	Page 39
1. Le pouvoir d'achat du revenu des ménages	
2. Épargne et consommation: quels comportements?	
3. La consommation	
V. LA SITUATION ET LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES	Page 51
1. Les entreprises face à leur situation financière	
2. L'investissement et les difficultés de l'offre	
3. La formation de stocks	
VI. LA COMPÉTITIVITÉ ET LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS	Page 61
1. Les échanges de produits manufacturés	
2. Les échanges énergétiques	
3. Les échanges agro-alimentaires	
VII. LA PRODUCTION ET L'EMPLOI	Page 69
1. La production manufacturière	
2. Le secteur BTP	
3. L'emploi	
4. Le chômage	
ANNEXE. Variante à partir du modèle METRIC: effets sur l'année 1983 des principales mesures décidées en Mars 1983.	Page 79

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 9 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 20 Juin 1983
- Le N° 6 du cahier 2 (vert) paraîtra le 23 Mai 1983

TENDANCES DE LA CONJONCTURE, 8 numéros par an (2 cahiers trimestriels: graphiques sur dix et vingt ans) plusieurs suppléments (synthèses conjoncturelles, tableau de bord mensuel, lettre bimensuelle), est diffusé par le département de la diffusion de l'I.N.S.E.E. (chef du département: M. Guy NEYRET) / Maquette: Claude CAVORY / Conception de la série 1981: Jean BROIZAT et le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. / Chef de la section "Tendances": M. CHAUVET / ABONNEMENT 1 AN: France, 400 F; étranger: 480 F; bulletin d'abonnement en dernière page de couverture.

La reprise internationale en 1983 sera lente et contrastée et son impact sur l'économie française restera limité. Certes, un ensemble d'éléments joue pour générer une reprise très progressive du commerce international, prioritairement au sein de l'OCDE : les risques d'accentuation de la récession mondiale, apparus en 1982 et liés à des difficultés dans les paiements internationaux, paraissent maintenant écartés ; la première partie de l'année pourrait voir une reprise assez soutenue aux USA mais sa poursuite est conditionnée par le retour à un comportement d'investissement plus actif des entreprises et l'absence d'effet trop dissuasif des taux d'intérêt ; la baisse du prix du pétrole aura un effet positif sur la croissance des pays non pétroliers et favorisera l'équilibre de leurs balances courantes, malgré la baisse des achats des pays de l'OPEP.

Néanmoins l'environnement immédiat de la France restera encore peu dynamique au cours de 1983 : parmi les pays européens, seuls le Royaume-Uni et la RFA semblent s'orienter vers une reprise lente, au demeurant retardée par rapport au redémarrage américain et également conditionnée par une demande plus active en provenance des entreprises. Dans les autres pays européens, la priorité reste au rétablissement des équilibres macroéconomiques. Les débouchés de l'OPEP chuteront fortement en 1983 et la demande issue des pays en voie de développement ne ferait que se stabiliser en cours d'année.

Au total, la demande mondiale adressée à la France, après un redressement en début d'année, resterait étale à partir du printemps, malgré une reprise spécifique et limitée de la composante OCDE. Ce schéma s'accompagnera d'une contrainte concurrentielle très forte dans la mesure où il semble que l'inflation conservera des rythmes faibles dans les principaux pays industrialisés, nettement en-deçà du rythme escomptable en France.

Le mouvement des coûts bénéficie en France de la modération du prix des consommations intermédiaires importées et produites sur le territoire national. L'évolution salariale reviendrait à proximité de la norme envisagée après une hausse assez prononcée en début d'année en raison de rattrapages à la sortie du blocage et de compensations partielles de nouvelles réductions de la durée du travail. Mais, malgré une baisse sensible des effectifs, les gains de productivité resteront limités par l'orientation récessive de la production. La productivité industrielle ne progressera que faiblement au cours de l'année 1983. Au total le mouvement global des coûts d'exploitation ne laissera que peu de marge de manoeuvre aux entreprises par rapport aux engagements qu'elles ont contractés avec les pouvoirs publics sur l'évolution des prix : les entreprises maintiendraient en 1983 l'état de leurs marges bénéficiaires en termes réels mais le mouvement des prix à la production et au détail sera au plus haut des fourchettes de prix envisagées. Dans le cas des prix de détail, l'annulation, à partir du printemps, de l'impact de la baisse du prix du pétrole par une taxe adéquate et l'avancement de l'échéancier des hausses de tarifs publics contribueront, malgré un ralentissement au second semestre, à un glissement annuel plus important que celui initialement prévu, à moins que n'interviennent des infléchissements de la politique économique. Le maintien du pouvoir d'achat global des bénéficiaires des entreprises correspondrait à une amélioration pour les sociétés, d'autant qu'il y aura freinage de la progression des impôts et des frais financiers, mais à une détérioration pour les entrepreneurs individuels.

Avant même les mesures de mars 1983, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages tendait à stagner, aussi bien en glissement sur l'année qu'en

Ensemble des biens et services marchands : Equilibre ressources-emplois (Francs 1970).

	1 9 8 2		1982	1 9 8 3
	1° semestre*	2° semestre*	1981	1° semestre*
PIB marchand	1,1	0,2	1,9	- 0,7
Importations	2,6	- 2,6	4,8	- 0,5
Total ressources	1,4	- 0,4	2,6	- 0,7
Cons. march. ménages	2,5	0,9	3,5	- 0,3
Cons. nette des APU	3,1	- 0,2	5,0	- 0,7
FBCF totale	0,9	- 2,8	- 0,4	- 1,2
dont : SQS-EI	2,7	- 1,9	1,6	- 0,3
Ménages hors EI	- 2,9	- 5,3	- 6,0	- 0,7
Administ. pub.	0,2	- 2,2	0,6	- 2,2
Autres secteurs	0,1	- 5,6	- 0,7	- 9,1
Exportations	- 7,3	4,5	- 3,7	+ 0,5
Emplois hors stocks	0,0	0,9	1,3	- 0,3
Variations de stocks (en milliards de francs 1970)	9,8	5,7	15,5	5,3

* Glissement semestriel (somme des variations enregistrées sur les deux trimestres constituant le semestre).

Equilibre résumé des ressources et emplois de produits manufacturés (Francs 1970).

	1982		1982	1983
	1er semestre*	2ème semestre*	1981	1er semestre*
Production effective	0,8	- 0,9	0,3	- 1,1
Importations	4,4	- 2,5	7,1	- 1,0
Total ressources	2,0	- 0,8	2,6	- 1,2
Emplois intermédiaires	0,3	- 0,4	0,5	- 0,6
Consommation Ménages	3,5	1,9	5,7	- 3,3
Consommation des APU	6,0	2,9	10,6	- 0,1
F.B.C.F. totale	3,8	- 1,5	2,5	- 1,1
Exportations	- 6,9	3,6	- 3,9	- 0,2
Emplois hors stocks	0,3	1,1	1,4	- 1,4
Variations de stocks (en milliards de Francs 1970) ..	8,8	4,1	13,0	6,3

* Glissement semestriel (somme des variations enregistrées sur les deux trimestres constituant le semestre).

moyenne annuelle. Cette tendance succédait à la phase de baisse du second semestre 1982 et elle s'expliquait par plusieurs facteurs : un effritement du pouvoir d'achat de la masse salariale nette (de l'ordre de - 0,8 % en moyenne annuelle 1983), explicable par la modération salariale et la nouvelle baisse des effectifs ; un très net freinage des gains de pouvoir d'achat des prestations sociales (+ 7 % en 1982 ; + 3,3 % en 1983) ; une dégradation du revenu des entrepreneurs individuels. Les prélèvements nouveaux décidés en mars 1983 - 14 millions de foyers fiscaux soumis à un prélèvement de 1 % sur le revenu imposable, 7 à 8 millions soumis à un emprunt obligatoire de 10 % de l'impôt sur le revenu et la fortune - transformeront cette stagnation du pouvoir d'achat du revenu disponible brut en une baisse. Amputé durant les mois de printemps et d'été, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages baisserait de 0,8 % en moyenne annuelle (- 1,3 % si on impute l'emprunt obligatoire sur le revenu disponible).

Certes les ménages financeront pour une grande part ces prélèvements nouveaux en prenant sur leur épargne : le taux d'épargne baisserait en 1983 (de 15,8 % en 1982 à 14,6 % en 1983 si l'emprunt obligatoire est assimilé à un prélèvement sur le revenu des ménages). Cette baisse traduit l'impact des mesures nouvelles. Sans ces mesures, le taux d'épargne se serait stabilisé au bas niveau du second semestre 1982 (de l'ordre de 15,3 %) alors que la stagnation spontanée du pouvoir d'achat - avant les mesures - aurait déjà pu conduire à une compression de ce taux, au vu de l'expérience précédente de 1979-1980. Un certain nombre d'éléments jouent néanmoins en sens inverse : le ralentissement des prestations sociales, la baisse des taux d'intérêt sur les prêts au logement et l'encouragement de l'épargne-logement, de fortes incertitudes des ménages sur l'évolution de leur situation économique. Au total, la baisse du taux d'épargne, certes importante en elle-même, reste limitée au vu des évolutions de revenu. Il en résulte que la consommation, orientée à la baisse en début d'année (- 0,4 % au premier trimestre), stagnera à ce bas niveau sur le restant de l'année. Sur les trois derniers trimestres de l'année son glissement sera nul et la progression en moyenne annuelle sera faible (+ 0,6 %). La composante manufacturière sera orientée à la baisse tout au long de l'année 1983 (- 5 % en glissement).

Les entreprises semblent bien anticiper cet affaiblissement de la demande intérieure qui contrecarre l'amélioration ressentie de la demande extérieure : au total, la demande hors stocks de produits manufacturés serait plutôt orientée à la baisse au cours de l'année. Simultanément, les entreprises s'efforcent actuellement de rééquilibrer des structures de bilan fortement détériorées par les lourds besoins de financement des années précédentes et un important recours à l'endettement à court terme. Anticipations de demande dégradées et volonté de rééquilibrage des bilans conduiront les entreprises à s'efforcer de restreindre leurs besoins de financement, encore très lourds en début d'année, à partir du printemps : elles limiteront en conséquence leurs dépenses de stockage et d'investissement. Le premier trimestre 1983 a vu un important regain de stockage, associé à une progression des importations : les importations de biens intermédiaires et d'automobiles auront été accélérées du fait des anticipations de dévaluation ; un certain stockage involontaire sera intervenu chez les commerçants-détaillants, confrontés à un brusque repli des achats de biens durables ; enfin des travaux en cours se sont accumulés dans les secteurs de biens d'équipement, au moment où leurs exportations chutaient. A partir du printemps, et surtout au second semestre, les entreprises résorberont ce stockage jusqu'à obtenir une faible formation de stocks en fin d'année. A partir du second trimestre, la contribution des stocks à la croissance de l'offre manufacturière sera négative, de l'ordre de - 0,8 % par trimestre.

L'évolution récessive de la demande interne pèsera sur les importations. De plus, le commerce extérieur devrait bénéficier en 1983 de l'amélioration de la

compétitivité intervenue depuis la fin 1980 (compte-tenu des mouvements du Franc). Ces gains de compétitivité permettraient une réaction assez vive des importations à la baisse de la demande interne. Dans ces conditions, les importations devraient connaître un recul en 1983 (de l'ordre de 1 à 2 % en moyenne annuelle). Les exportations bénéficieraient également de ces gains de compétitivité et, à partir du printemps, évolueraient plus favorablement que la demande mondiale. Pour la composante manufacturée, leur progression annuelle serait de 1 à 2 %. De légers gains sur les termes de l'échange des produits manufacturés étant attendus, le solde industriel pourrait sensiblement s'améliorer. Dans l'hypothèse la plus favorable sur l'environnement international et sur l'élasticité des échanges par rapport aux mouvements de la compétitivité, le déficit commercial (FAB-FAB) pourrait revenir à proximité de 50 milliards de francs en 1983.

Malgré la légère amélioration du partage de l'offre en cours d'année au profit des producteurs nationaux et la reprise des exportations à partir du printemps, la production manufacturière n'en ressentirait pas moins fortement la baisse de la demande interne en 1983. Le ralentissement du stockage jouera un rôle amplificateur dans ce sens à partir du second trimestre. La production manufacturière pourrait baisser d'environ 2,5 % en glissement sur l'année, de manière assez continue, entraînant également une tendance à la baisse du PIB marchand.

Dans ces conditions, un retour à la baisse des effectifs marchands non agricoles ne sera pas évité. En glissement sur l'année, cette baisse sera de l'ordre de 0,8 %, ce que ne compensera pas la création d'emplois dans le secteur administratif. Dans le cas de l'industrie manufacturière, la baisse sera de 2,2 % en glissement sur l'année. Le nombre de demandeurs d'emplois (en données CVS) pourrait atteindre 2,2 millions en fin d'année, une incertitude provenant cependant de l'impact des mesures institutionnelles (notamment en faveur des jeunes) qui seront prises à la rentrée et de l'effet des nouveaux contrats de solidarité.

L'économie française connaîtra en 1983 une évolution récessive. Celle-ci s'affirmait déjà avant les mesures de mars 1983. Ces mesures renforceront cette évolution. Il en résultera une résorption assez nette du déficit extérieur, à laquelle contribueront aussi les gains de compétitivité - prix accumulés et la lente reprise du commerce international. Les ménages, dont les revenus et la demande s'étaient significativement accrus au cours des deux dernières années, en supporteraient le poids. A l'inverse la situation des entreprises, qui s'était fortement dégradée pendant la même période, devrait connaître une stabilisation. Mais celle-ci résultera de rythmes de prix encore élevés, maintenant une différence d'inflation préoccupante entre la France et ses principaux partenaires.

